

ALGERIE-OTAN

GHANIA OUKAZI

«L'Algérie, qui est engagée de plain-pied dans une vaste entreprise de modernisation et de professionnalisation de ses forces armées, entend approfondir sa coopération avec l'OTAN et tirer le meilleur profit de l'expertise éprouvée de ce partenaire en ce domaine, dans l'esprit positif et constructif qui a été à la base de son adhésion à ce dialogue et qui constitue un gage important de développement de cette opération», a déclaré hier le chef de la diplomatie algérienne, Mohamed Bedjaoui, à la séance d'ouverture du séminaire sur les relations entre l'Algérie et l'OTAN. Interrogé par la presse, Mohamed Bedjaoui a affirmé que «l'Algérie a enclenché le processus de sa professionnalisation sur la base d'un programme et d'une expertise de l'OTAN et il n'y a pas mieux que lui pour vous en parler». Lui, c'est le ministre délégué à la Défense, Abdelmalék Guenaïzia, qui ne s'est certes pas étalé sur le sujet mais qui a confirmé la précision faite par le MAE et celle relative à l'existence d'un programme de coopération entre l'Algérie et l'OTAN portant sur la professionnalisation de ses armées. Guenaïzia était présent au séminaire qu'a organisé hier à l'hôtel Hilton d'Alger l'Institut national d'études et de stratégies globales (INESG), avec la collaboration de la division de la diplomatie publique de l'OTAN.

D'autres membres de l'état-major de l'ANP faisaient aussi partie de l'assistance, à l'exemple du secrétaire général du ministère de la Défense, Ahmed Senhadji, ainsi que d'autres personnalités politiques et militaires nationales à la retraite ou en réserve de la République. C'est sans complexe que le colonel Amar Benhamla, vice-président de la commission chargée du suivi du dialogue méditerranéen, a abordé la question avec les journalistes. Le membre de l'état-major de l'ANP a fait part de la disponibilité de l'armée algérienne à accomplir ce qui pourrait contribuer à sa mise à niveau, à sa professionnalisation et au perfec-

Le politique prime sur le militaire

Sous l'oeil expert de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Algérie s'est résolument engagée dans le processus de professionnalisation de son armée.

tionnement de son fonctionnement. Il a tenu à rappeler par ailleurs que c'est l'Algérie qui a proposé à l'OTAN un système de formation mobile.

Benhamla signalera que «cela fait déjà six ans que l'Algérie a adhéré au dialogue méditerranéen et qu'au nom de la transparence, elle a même demandé l'ouverture de l'école de sécurité de l'OTAN. Pour lui, il est question dans le domaine de la coopération de mener des interventions ciblées selon la demande exprimée par l'Etat algérien.

«LA DIMENSION POLITIQUE RESTE ESSENTIELLE»

Par la voix de ses éléments, l'armée algérienne s'estime, d'autre part, prête à participer dans les forces de paix dans les zones de conflit. «Si l'OTAN nous avait fait appel pour aller au Kosovo, nous serions partis sans problème. D'ailleurs nous aurions dû y être», lance-t-on du côté des éléments de l'ANP. «Si le politique décide de nous envoyer au Darfour, nous sommes prêts à le faire», ajoute-t-on. D'autant que nos militaires sont convaincus que «les armées occidentales ne veulent plus mourir pour l'Afrique». La coopération avec l'OTAN relève en effet, en premier lieu, du seul ressort des décideurs politiques du pays et de ce qu'ils estiment être utile et à valeur ajoutée pour l'Etat algérien. «Progressivement, des liens de coopération se sont tissés entre les forces armées qui se connaissent mieux, accèdent à des standards homogènes et des technologies nouvelles et conjuguent davantage leurs efforts dans la lutte contre les défis internationaux tels que le terrorisme, le crime organisé, la prolifération des armes de destruction massive», a noté Bedjaoui, non sans souligner cependant

que «je rappelle toutefois que la dimension politique reste essentielle dans la conduite de la coopération politico-militaire». «D'ailleurs, au sommet d'Istanbul, l'OTAN a retenu l'idée de rencontres politiques à haut niveau, y compris au niveau des chefs d'Etat, idée qu'il convient de mettre en pratique le plus tôt possible sur une base régulière au niveau ministériel», a ajouté Bedjaoui pour conforter davantage son idée. Le MAE jettera, comme il l'a souligné, un regard rétrospectif et prospectif sur le dialogue méditerranéen de l'OTAN et sur le rôle et la place de l'Algérie dans ce processus.

LA PROFESSIONNALISATION DE L'ARMÉE ET LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Il rappellera l'adoption par le sommet de Prague, en novembre 2002, d'un document intitulé «Renforcement du dialogue méditerranéen avec établissement d'un inventaire des domaines de coopération possibles», qui a ouvert, selon lui, «de nouvelles perspectives à la coopération entre l'Alliance et chacun des pays méditerranéens dans les volets politique, stratégique et civil». Le sommet d'Istanbul, qui a «hissé le dialogue de l'OTAN au rang de partenariat», a donné, selon le MAE, «une nouvelle configuration à ce dialogue en renforçant de façon accrue sa dimension politique et en approfondissant son contenu». Il ne manquera pas de noter que «le dialogue avec l'OTAN est d'autant plus essentiel qu'il vient opportunément combler un vide en matière de coopération politico-militaire au sein du processus de Barcelone».

Cette appréciation a été exprimée autrement par les milieux militaires algériens et sous un autre angle. «Nous, militaires algériens, nous n'avons aucun complexe à

nous mettre à côté de militaires israéliens», faisant ainsi allusion aux manoeuvres militaires organisées en Grèce par l'OTAN au profit des pays de la Méditerranée. «Mais il faut que les Israéliens sachent qu'en entretenant le conflit israélo-arabe, ils n'ont pas respecté la dimension de paix et de stabilité de la région inscrite dans le processus de Barcelone», affirme un officier de l'ANP. «Vous conviendrez sans doute avec moi que jusque-là, il n'y avait pas eu à proprement parler d'initiative d'envergure de cette nature dans le contexte régional, de sorte que le dialogue méditerranéen avec l'OTAN comble un vide politique et stratégique et répond ainsi à un besoin de dialogue et de coopération en matière de sécurité et de défense», estime pour sa part le chef de la diplomatie algérienne. Bedjaoui a rappelé les trois principes sur lesquels «l'Algérie fonde sa politique de coopération en matière de sécurité et de défense régionale: à savoir l'unité et l'indivisibilité de la sécurité; une approche globale et équilibrée de la sécurité; le dialogue et la concertation pour favoriser le rapprochement entre les peuples et l'instauration de la paix et de la stabilité régionale». L'Algérie demande par la voix de son MAE que «cette double dimension politique et pratique de notre coopération soit renforcée par la dimension civile qui, bien que notable et significative, demeure à notre sens en deçà des attentes dans des domaines de préoccupation commune et d'intérêt général tels que les catastrophes naturelles, les risques majeurs, la gestion des ressources hydrauliques, la désertification, la préservation de l'environnement (...). L'Algérie souligne aussi qu'elle adhère pleinement à l'approche tracée par le sommet d'Istanbul, à savoir «de nouveaux formats et axes de travail destinés à promouvoir une coopération ciblée et répondant aux sollicitations particulières de chaque partenaire intéressé, dans le respect de l'unité du dialogue méditerranéen et de son caractère non discriminatoire».